

Affaires courantes

La pétition rejoint celles de nombreux autres pétitionnaires, qui ont été présentées antérieurement mais qui n'avaient pas été jugées acceptables pour le Parlement. Les 25 signataires de cette pétition représentent plusieurs centaines de personnes dont les noms ont été recueillis par une de mes électrices, M^{lle} Donna Neufeld. Je voudrais lui offrir mes félicitations pour le travail qu'elle a accompli à cet égard.

La pétition demande au Parlement de modifier le Code criminel du Canada afin d'interdire la distribution au Canada de matériel violent et dégradant comme le jeu du tueur en série.

LES SOINS DE SANTÉ

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, j'aimerais présenter une autre pétition; celle-ci porte sur la sauvegarde de l'assurance-maladie et la réforme du régime de soins de santé.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de tenir compte des éléments suivants: réaffirmation d'un engagement envers un programme national et global de soins de santé; arrêt du blocage et des réductions imposés actuellement à la formule de financement; élaboration de nouvelles ententes après consultation et négociation avec les provinces; confirmation d'un engagement à l'égard des garanties accordées par la Loi canadienne sur la santé; retrait du projet de loi C-91 qui donne aux fabricants de médicaments brevetés un monopole de 20 ans sur le marché; dispositions permettant la production de médicaments génériques à prix peu élevé en remplacement des produits pharmaceutiques de marque vendus au Canada; dédommagement des régimes d'assurance-médicaments provinciaux pour la hausse du coût des médicaments; réaffirmation de la responsabilité fédérale en matière de protection et de promotion de la santé; élaboration d'une approche nationale coordonnée face à la réforme des soins de santé; reconnaissance du fait que la réforme des soins de santé exige une correction des inégalités structurelles et économiques qui sont à l'origine des inégalités en matière de santé et du fait que la sauvegarde de l'assurance-maladie et la modification de notre système de soins de santé doivent être assurées par la sensibilisation du public et la consultation générale de citoyens.

CHRISTINE LAMONT ET DAVID SPENCER

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, je voudrais présenter une autre pétition qui invite le Parlement à exhorter la secrétaire d'État aux Affaires extérieures à demander au gouvernement du

Brésil d'expulser Christine Lamont et David Spencer et de les renvoyer au Canada.

C'est là un sujet de préoccupation constante pour de nombreux députés. Beaucoup de gens jugent qu'il est plus que temps que le gouvernement du Canada demande l'expulsion de ces deux Canadiens afin qu'ils puissent rentrer chez eux.

• (1020)

LES LANGUES OFFICIELLES

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Enfin, monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par quelque 31 électeurs qui exhortent le Parlement à promulguer une loi prévoyant la tenue d'un référendum qui obligerait le Parlement à accepter ou à rejeter les deux langues officielles, l'anglais et le français, dans l'intérêt du gouvernement et de la population du Canada.

Aux termes de cette loi, pour que les modifications proposées soient acceptées ou rejetées, il faudrait qu'il y ait à la fois une majorité des voix exprimées partout au Canada et une majorité dans la plupart des provinces, les territoires étant considérés comme une province.

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, je présente une pétition au nom du député d'Esquimalt—Juan de Fuca, qui est signée par des résidents de sa circonscription et qui porte sur le bilinguisme.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 387 et 460.

[Texte]

Question n° 387—**M. Mifflin:**

En ce qui a trait au Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique (1990), a) quelle est la ventilation des 584 millions de dollars dépensés jusqu'à maintenant, b) combien reste-t-il d'argent à ce titre et comment prévoit-on le dépenser?

L'hon. John Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Le Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique (PAPA) prévoit la dépense de 584 millions de dollars sur une période de cinq ans se terminant le 31 mars 1995. Le PAPA, qui est constitué par un train de politiques et de programmes, est mis en oeuvre